

**Barreau du Québec
École du Barreau**

**États financiers
au 31 mai 2019**

| | |
|-----------------------------------|---------|
| Rapport de l'auditeur indépendant | 2 - 4 |
| États financiers | |
| Revenus et dépenses | 5 |
| Surplus | 6 |
| Surplus réservés | 7 |
| Flux de trésorerie | 8 |
| Situation financière | 9 |
| Notes complémentaires | 10 - 16 |
| Annexes | 17 - 21 |

Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot
Grant Thornton s.e.n.c.r.l.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Aux membres du comité de la formation professionnelle de
Barreau du Québec

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'organisme Barreau du Québec – École du Barreau (ci-après « l'organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mai 2019 et les états des revenus et dépenses, des surplus, des surplus réservés et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mai 2019 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 25 septembre 2019

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A105474

Barreau du Québec – École du Barreau

Revenus et dépenses

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
|--|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Revenus | | |
| Subvention gouvernementale – ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur | 2 018 025 | 2 018 025 |
| Subvention gouvernementale – ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur – stages internationaux | 120 000 | 90 000 |
| Frais d'admission et d'inscription, et droits de scolarité | 5 877 428 | 5 620 654 |
| Documentation | 1 173 272 | 1 136 120 |
| Séances de reprise | 156 893 | 175 722 |
| Demandes de révision | 4 543 | 5 169 |
| Revenus nets de placements | 94 267 | 35 730 |
| Autres | 443 649 | 284 795 |
| | <u>9 888 077</u> | <u>9 366 215</u> |
| Dépenses | | |
| Direction de la formation | 865 733 | 838 081 |
| Service du programme et des évaluations | 4 873 780 | 4 346 127 |
| Centre de Montréal | 1 001 953 | 949 957 |
| Centre de Québec | 706 898 | 696 715 |
| Centre de Gatineau | 334 614 | 313 210 |
| Centre de Sherbrooke | 552 565 | 554 683 |
| Frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec | 345 711 | 336 209 |
| Allègement de frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec | (125 000) | (125 000) |
| Comités | 59 287 | 51 522 |
| | <u>8 615 541</u> | <u>7 961 504</u> |
| Excédent des revenus par rapport aux dépenses avant projets | 1 272 536 | 1 404 711 |
| Projets | (335 818) | (406 577) |
| Excédent des revenus par rapport aux dépenses | <u>936 718</u> | <u>998 134</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Barreau du Québec – École du Barreau

Surplus

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

| | 2019 | | | 2018 | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|------------------|------------------|
| | Surplus réservés (page 7) \$ | Investis en immobilisations \$ | Non affectés \$ | Total \$ | Total \$ |
| Solde au début | 3 230 000 | 140 657 | 147 572 | 3 518 229 | 2 607 795 |
| Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses (page 5) | | (87 880) (a) | 1 024 598 | 936 718 | 998 134 |
| Réévaluation de la charge de retraite et autres éléments reconnus | | | (80 200) | (80 200) | (87 700) |
| Virement des surplus réservés (page 7) | (643 603) | | 643 603 | | |
| | 2 586 397 | 52 777 | 1 735 573 | 4 374 747 | 3 518 229 |
| Investissement en immobilisations corporelles et incorporelles | | 358 984 | (358 984) | | |
| Virement aux surplus réservés (page 7) | 47 516 | | (47 516) | | |
| | 47 516 | 358 984 | (406 500) | - | - |
| Solde à la fin | 2 633 913 | 411 761 | 1 329 073 | 4 374 747 | 3 518 229 |

(a) Ce montant représente l'amortissement des immobilisations corporelles de l'exercice.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Barreau du Québec – École du Barreau

Surplus réservés

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

| | 2019 | | | | | | 2018 | |
|---|-----------------------------|----------------------------|-------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------|
| | Développement international | Stratégie de communication | Refonte du tableau de l'Ordre | Sécurité Centre MTL | Aménagements des locaux | Réformes amorcées et projets reliés | Clinique juridique | Total |
| Solde au début | \$ 10 000 | \$ 50 000 | \$ 20 000 | \$ 5 000 | \$ 300 000 | \$ 2 795 000 | \$ 50 000 | \$ 3 230 000 |
| Affectation des surplus libres (page 6) | | | | | | | | |
| | 10 000 | 50 000 | 20 000 | 5 000 | 7 785 | 39 731 | 50 000 | 47 516 |
| Virement aux surplus libres (page 6) | | 19 319 | | | 307 785 | 2 834 731 | | 3 277 516 |
| Solde à la fin | 10 000 | 30 681 | 20 000 | 5 000 | – | 316 283 | 216 | 643 603 |
| | | | | | | 2 518 448 (a) | 49 784 | 2 633 913 |
| | | | | | | | | 1 733 814 |
| | | | | | | | | 3 708 814 |
| | | | | | | | | 478 814 |
| | | | | | | | | 3 230 000 |

(a) Ces fonds sont affectés à la fois à la refonte et à l'implantation, incluant tous les frais accessoires y afférents.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Barreau du Québec – École du Barreau

Flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

| | 2019 | 2018 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| | \$ | \$ |
| ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT | | |
| Excédent des revenus par rapport aux dépenses | 936 718 | 998 134 |
| Éléments hors caisse | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 87 880 | 58 507 |
| Variations de la juste valeur des placements | (30 071) | (9 946) |
| Variations d'éléments du fonds de roulement | | |
| Augmentation des subventions à recevoir du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur | (30 000) | |
| Augmentation des droits de scolarité à recevoir | (25 679) | (7 461) |
| Diminution (augmentation) des intérêts courus | 81 | (196) |
| Diminution (augmentation) des frais payés d'avance | 23 431 | (16 009) |
| Augmentation (diminution) des comptes fournisseurs et charges à payer | 92 218 | (66 127) |
| Augmentation (diminution) des frais d'admission, d'examen et d'inscription perçus par anticipation | (67 835) | 43 104 |
| Augmentation (diminution) de la provision pour charges locatives | 11 147 | (1 686) |
| Diminution du passif au titre des prestations définies | (80 200) | (87 700) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement | <u>917 690</u> | <u>910 620</u> |
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | |
| Immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | (358 984) | (108 562) |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | |
| Variation nette du dû au Fonds général du Barreau du Québec et flux de trésorerie liés aux activités de financement | (128 203) | (504 477) |
| Augmentation nette de l'encaisse | 430 503 | 297 581 |
| Encaisse au début | <u>3 027 609</u> | <u>2 730 028</u> |
| Encaisse à la fin | <u><u>3 458 112</u></u> | <u><u>3 027 609</u></u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Barreau du Québec – École du Barreau

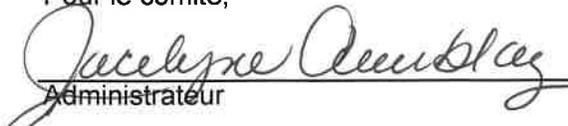
Situation financière

au 31 mai 2019

| | 2019 | 2018 |
|---|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| ACTIF | | |
| Court terme | | |
| Encaisse | 3 458 112 | 3 027 609 |
| Subventions à recevoir du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur | 2 306 194 | 2 276 194 |
| Droits de scolarité à recevoir (note 5) | 66 260 | 40 581 |
| Intérêts courus | 647 | 728 |
| Frais payés d'avance | 169 922 | 193 353 |
| | <u>6 001 135</u> | <u>5 538 465</u> |
| Long terme | | |
| Placements (note 6) | 383 101 | 353 030 |
| Immobilisations corporelles (note 7) | 411 761 | 140 657 |
| | <u>6 795 997</u> | <u>6 032 152</u> |
| PASSIF | | |
| Court terme | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer (note 8) | 552 140 | 459 922 |
| Dû au Fonds général du Barreau du Québec (note 2) | 106 424 | 234 627 |
| Frais d'admission, d'examen et d'inscription perçus par anticipation | 1 724 134 | 1 791 969 |
| Provision pour charges locatives | 38 552 | 27 405 |
| | <u>2 421 250</u> | <u>2 513 923</u> |
| SURPLUS | | |
| Investis en immobilisations (page 6) | 411 761 | 140 657 |
| Non affectés (page 6) | 1 329 073 | 147 572 |
| Réservés (page 7) | 2 633 913 | 3 230 000 |
| | <u>4 374 747</u> | <u>3 518 229</u> |
| | <u>6 795 997</u> | <u>6 032 152</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité,


Administrateur


Administrateur

Barreau du Québec – École du Barreau

Notes complémentaires

au 31 mai 2019

1 - STATUTS ET OBJECTIFS DE L'ORGANISME

L'École du Barreau fait partie intégrante du Barreau du Québec. Le Barreau du Québec est régi par la Loi sur le Barreau et le Code des professions du Québec et est considéré comme un organisme sans but lucratif au sens de la Loi sur les impôts. L'École du Barreau est responsable des cours donnés aux étudiants en droit, des examens du Barreau du Québec ainsi que du stage des nouveaux diplômés.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers de l'organisme sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de l'évaluation initiale, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués à la juste valeur qui est, dans le cas des actifs financiers ou des passifs financiers qui seront évalués ultérieurement au coût après amortissement, majorée ou diminuée du montant des commissions et des coûts de transaction afférents. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés à l'état des revenus et dépenses au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec que l'organisme a fait le choix d'évaluer à la juste valeur en les désignant à cette fin.

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si l'organisme détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des revenus et dépenses à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût après amortissement est comptabilisée à l'état des revenus et dépenses au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

Barreau du Québec – École du Barreau

Notes complémentaires

au 31 mai 2019

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des revenus

Revenus de subventions

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des dépenses d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les dépenses auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les revenus de subventions du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sont comptabilisés en fonction de montants autorisés et sont confirmés par voie de décret par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Revenus nets de placements

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus nets de placements correspondent aux variations de la juste valeur des placements.

Les variations de la juste valeur sont constatées au moment où elles se produisent.

Concernant les placements évalués à la juste valeur, l'organisme a fait le choix d'inclure dans les variations de la juste valeur les revenus d'intérêts (y compris l'amortissement des primes et des escomptes sur les placements en obligations) ainsi que les revenus de placements provenant de la quote-part du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec.

Revenus de frais d'admission et d'inscription, de droits de scolarité, de documentation, de séances de reprise et de demandes de révision

Les revenus de frais d'admission et d'inscription, de droits de scolarité, de documentation, de séances de reprise et de demandes de révision sont constatés au fur et à mesure que les services sont fournis, que les montants sont déterminés, qu'il y a entente entre les parties et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Ils sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et les revenus relatifs à l'exercice subséquent sont présentés comme revenus perçus par anticipation au passif du bilan.

Apports reçus sous forme de fournitures et de services

L'organisme constate les apports reçus sous forme de fournitures et de services lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que l'organisme aurait dû se procurer autrement ces fournitures et services pour son fonctionnement régulier.

Barreau du Québec – École du Barreau

Notes complémentaires

au 31 mai 2019

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations corporelles et incorporelles

Toutes les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations corporelles et incorporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport.

Amortissements

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes qui suivent :

| | <u>Périodes</u> |
|--|-----------------|
| Mobilier et équipement | 5 ans |
| Équipement informatique | 3 ans |
| Aménagement des locaux – Maison du Barreau | 10 ans |

Réduction de valeur

Lorsque l'organisme constate qu'une immobilisation corporelle ou incorporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle ou incorporelle sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en dépenses à l'état des revenus et dépenses.

Frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec

Les frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec ne peuvent excéder la norme statutaire de 6 % des dépenses de l'organisme.

Opérations entre apparentés

Sauf indication contraire, toutes les opérations entre apparentés ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, soit la valeur établie et acceptée par les parties.

Les avances et les dus ne portent pas intérêt. Les avances sont encaissables sur demande et les dus sont remboursables sur demande.

Barreau du Québec – École du Barreau

Notes complémentaires

au 31 mai 2019

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Avantages sociaux futurs

Le Barreau du Québec constitue ses obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies à mesure que les employés fournissent les services nécessaires pour avoir droit aux avantages de retraite. Plus particulièrement, le Barreau du Québec comptabilise à l'état de la situation financière ses obligations découlant des régimes à prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes ajustée en fonction de toute provision pour moins-value. Le Barreau du Québec détermine les obligations au titre des prestations définies en s'appuyant sur la plus récente évaluation actuarielle établie aux fins de la capitalisation, laquelle est extrapolée jusqu'à la date de fin d'exercice de l'organisme. Le coût total des régimes à prestations définies comprend le coût des services fournis au cours de l'exercice et le coût financier, et il est comptabilisé à l'état des revenus et dépenses. La réévaluation de la charge de retraite et les autres éléments reconnus, qui comprennent les gains et pertes actuariels relatifs aux obligations, la différence entre le rendement réel des actifs des régimes et les revenus d'intérêts imputés en réduction du coût financier, le coût des services passés et l'incidence de la provision pour moins-value, sont comptabilisés aux surplus à un poste distinct. La réévaluation de la charge de retraite et les autres éléments reconnus ne seront pas reclassés à l'état des revenus et dépenses au cours d'un exercice ultérieur. L'organisme comptabilise ainsi sa quote-part.

Régime de retraite à cotisations déterminées

L'organisme comptabilise les cotisations au régime de retraite à cotisations déterminées dans l'exercice où elles sont versées.

3 - RÉSERVE POUR AUTOPROTECTION DES DIRIGEANTS

L'organisme ne souscrit pas d'assurance pour couvrir le risque de responsabilité afférent à ses activités institutionnelles ou à celles de ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires. Le Barreau du Québec a souscrit une assurance de responsabilité civile des administrateurs et dirigeants d'entités sans but lucratif pour une protection maximale de 10 000 000 \$ par réclamation ou par an, qui assure notamment l'organisme, sans contrepartie financière de la part de celui-ci.

4 - CHARGES LOCATIVES

Les charges locatives incluent une charge de 459 122 \$ du Fonds d'opérations de l'immeuble du Barreau du Québec (450 741 \$ en 2018), établie dans le cours normal des activités et mesurée à la valeur d'échange. De plus, les charges locatives incluent de l'amortissement d'aménagement des locaux d'un montant de 53 914 \$ (38 355 \$ en 2018) et de l'amortissement de mobilier d'un montant de 1 180 \$ (nul en 2018).

5 - DROITS DE SCOLARITÉ À RECEVOIR

Le montant de perte de valeur afférente aux droits de scolarité à recevoir est nul pour l'exercice (nul en 2018), et la reprise d'une perte de valeur comptabilisée antérieurement sur les droits de scolarité à recevoir est nulle (nulle en 2018).

Barreau du Québec – École du Barreau

Notes complémentaires

au 31 mai 2019

6 - PLACEMENTS

| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
|---|-----------------------|-----------------------|
| | \$ | \$ |
| Quote-part de 1,03 % du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec (1,03 % en 2018) | <u>383 101</u> | <u>353 030</u> |

La quote-part des placements dans le Fonds du patrimoine du Barreau du Québec au 31 mai 2019 est constituée de bons du Trésor (9 %), d'obligations gouvernementales canadiennes (13 %), d'obligations de sociétés ouvertes canadiennes (6 %), de fonds communs d'actions canadiennes (11 %), de fonds communs d'actions étrangères (22 %), de fonds d'obligations canadiennes (21 %), de fonds communs de prêts diversifiés (14 %) et de fonds communs immobiliers (4 %).

La quote-part du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec est détenue conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA).

7 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | <u>2019</u> | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Amortissement de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Mobilier et équipement | 157 423 | 49 471 | 107 952 | 31 484 |
| Équipement informatique | 3 607 | 1 334 | 2 273 | 2 482 |
| Aménagement des locaux – Maison du Barreau | <u>375 301</u> | <u>73 765</u> | <u>301 536</u> | <u>53 914</u> |
| | <u>536 331</u> | <u>124 570</u> | <u>411 761</u> | <u>87 880</u> |
| | <u>2018</u> | | | |
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Amortissement de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Mobilier et équipement | 88 062 | 17 986 | 70 076 | 17 612 |
| Équipement informatique | 4 233 | 2 690 | 1 543 | 2 540 |
| Aménagement des locaux – Maison du Barreau | 231 358 | 183 693 | 47 665 | 38 355 |
| Aménagement des locaux en cours – Maison du Barreau | <u>21 373</u> | | <u>21 373</u> | |
| | <u>345 026</u> | <u>204 369</u> | <u>140 657</u> | <u>58 507</u> |

Barreau du Québec – École du Barreau

Notes complémentaires

au 31 mai 2019

8 - COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Les sommes à remettre à l'État totalisent 30 290 \$ au 31 mai 2019 (76 556 \$ au 31 mai 2018).

9 - RÉGIMES DE RETRAITE

Le Barreau du Québec pourvoit au maintien d'un régime contributif de retraite à prestations déterminées de type fin de carrière au bénéfice de ses employés, incluant ceux de l'organisme, et se conforme à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec). Ce régime pourvoit au versement de prestations basées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière des employés couverts.

Les obligations au titre des prestations constituées de ce régime, évaluées par des actuaires indépendants, et la juste valeur des actifs du régime sont déterminées en date du 31 mai de chaque année. L'évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation la plus récente du régime de retraite a été effectuée en date du 31 décembre 2015, et la prochaine évaluation sera effectuée au cours de l'année 2019 en date du 31 décembre 2018.

Le Barreau du Québec a mis en place un régime à cotisations déterminées le 1^{er} janvier 2012. Tous les nouveaux employés embauchés à partir de cette date doivent participer à ce régime.

La quote-part de l'organisme dans la situation de capitalisation du régime de retraite s'établit comme suit :

| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
|---|------------------|-------------|
| | \$ | \$ |
| Obligations au titre des prestations constituées | 8 378 100 | 8 221 600 |
| Juste valeur des actifs du régime | 9 189 900 | 8 679 400 |
| | 811 800 | 457 800 |
| Provision pour moins-value | (811 800) | (457 800) |
| Situation de capitalisation – déficit et passif au titre des prestations définies | <u>–</u> | <u>–</u> |

10 - ENGAGEMENTS

L'organisme s'est engagé à verser une somme de 1 991 202 \$ pour des locaux à Québec, à Gatineau et à Sherbrooke, conjointement avec le Fonds général du Barreau du Québec pour les locaux de l'école de Québec (78,8 % du total du contrat de location), en vertu de contrats de location échéant le 31 décembre 2025, le 31 juillet 2021 et le 31 décembre 2021. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 405 337 \$ en 2020, à 411 428 \$ en 2021, à 315 686 \$ en 2022 et à 239 652 \$ en 2023 et 2024.

L'organisme s'est aussi engagé à verser une somme de 41 898 \$ pour l'implantation d'une solution sans fil dans tous ses centres.

Barreau du Québec – École du Barreau

Notes complémentaires

au 31 mai 2019

11 - RISQUES FINANCIERS

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les droits de scolarité à recevoir, les intérêts courus, les subventions à recevoir du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et la quote-part du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme.

La quote-part du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec expose indirectement l'organisme au risque de crédit.

Risque de marché

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt, au risque de change et au risque de prix autre, lesquels découlent des activités d'investissement.

Risque de taux d'intérêt

La quote-part du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec expose indirectement l'organisme au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

La quote-part du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec expose indirectement l'organisme au risque de change.

Risque de prix autre

L'organisme est exposé au risque de prix autre en raison de la quote-part du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec, étant donné que des variations des prix du marché auraient pour effet d'entraîner des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de cet instrument.

La quote-part du Fonds du patrimoine du Barreau du Québec expose indirectement l'organisme au risque de prix autre.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de l'organisme est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

Barreau du Québec – École du Barreau

Annexes

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

(non audité)

| | ANNEXE A | |
|--|-----------------|----------------|
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| AUTRES REVENUS | | |
| Redevances | 95 103 | 66 846 |
| Revenus d'examens – avocats français | 23 784 | 37 261 |
| Revenus d'examens – avocats canadiens | 76 264 | 46 848 |
| Centre d'accès à l'information juridique | 61 062 | 60 000 |
| Revenus accessoires par rapport aux droits de scolarité | 54 393 | 53 583 |
| Formation en ligne (Web Pro) | 128 599 | 19 190 |
| Autres | 4 444 | 1 067 |
| | <u>443 649</u> | <u>284 795</u> |
| | | |
| | ANNEXE B | |
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| DIRECTION DE LA FORMATION | | |
| Traitements et charges sociales | 529 120 | 535 990 |
| Charges locatives et frais d'occupation | 64 228 | 62 347 |
| Frais de déplacement et de séjour | 2 371 | 2 168 |
| Entretien et réparations | 937 | 13 |
| Fournitures de bureau | 1 979 | 2 381 |
| Frais postaux | 4 864 | 4 597 |
| Télécommunications | 3 642 | 3 603 |
| Publicité | 4 141 | 5 858 |
| Honoraires | 33 975 | 22 420 |
| Frais bancaires | 147 654 | 134 794 |
| Impression | 1 836 | 1 683 |
| Cotisations | 2 548 | 2 646 |
| Frais divers, incluant une contribution au Service des greffes du Barreau du Québec (59 533 \$; 56 376 \$ en 2018) | 61 826 | 58 831 |
| Amortissement de mobilier, d'équipement et d'équipement informatique | 6 612 | 750 |
| | <u>865 733</u> | <u>838 081</u> |

Barreau du Québec – École du Barreau

Annexes

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

(non audité)

| | ANNEXE C | |
|--|------------------|------------------|
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| SERVICE DU PROGRAMME ET DES ÉVALUATIONS | | |
| Direction | | |
| Traitements et charges sociales | 558 842 | 470 530 |
| Charges locatives et frais d'occupation | 77 052 | 61 174 |
| Frais de déplacement et de séjour | 4 463 | 6 391 |
| Stages internationaux | 180 000 | 135 833 |
| Fournitures de bureau | 6 389 | 12 780 |
| Frais postaux | 1 941 | 2 174 |
| Télécommunications | 3 168 | 3 193 |
| Documentation aux étudiants | 528 704 | 504 764 |
| Honoraires de consultants | 54 254 | 56 895 |
| Activités des étudiants | 6 212 | 10 246 |
| Cotisations | 9 004 | 5 292 |
| Frais divers | 1 473 | 1 140 |
| Amortissement de mobilier, d'équipement et d'équipement informatique | 752 | |
| | <u>1 432 254</u> | <u>1 270 412</u> |
| Personnel pédagogique | | |
| Rédaction et relecture | 175 481 | 169 896 |
| Enseignement | 2 689 126 | 2 395 199 |
| Formation des professeurs | 24 322 | 19 836 |
| | <u>2 888 929</u> | <u>2 584 931</u> |
| Évaluations | | |
| Préparation et traduction | 71 530 | 65 005 |
| Tenue des séances | 204 773 | 164 319 |
| Correction et révision | 181 621 | 185 279 |
| Rencontres postévaluations | 94 673 | 76 181 |
| | <u>552 597</u> | <u>490 784</u> |
| | <u>4 873 780</u> | <u>4 346 127</u> |

Barreau du Québec – École du Barreau

Annexes

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

(non audité)

| | ANNEXE D | |
|--|------------------|-----------------|
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| CENTRE DE MONTRÉAL | | |
| Traitements et charges sociales | 553 516 | 513 293 |
| Charges locatives et frais d'occupation, incluant un montant de 53 914 \$ d'amortissement d'aménagement des locaux (38 355 \$ en 2018) et un montant de 1 180 \$ d'amortissement de mobilier (nul en 2018) | 405 300 | 394 953 |
| Frais de voyage | 406 | 432 |
| Location d'équipement | 360 | 360 |
| Entretien et réparations | 300 | 70 |
| Fournitures de bureau | 3 104 | 3 447 |
| Frais postaux | 4 574 | 4 578 |
| Télécommunications | 3 240 | 2 765 |
| Cotisations | 2 548 | 2 646 |
| Impression | 8 525 | 8 291 |
| Frais divers | 1 111 | 954 |
| Amortissement de mobilier, d'équipement et d'équipement informatique | 18 969 | 18 168 |
| | <u>1 001 953</u> | <u>949 957</u> |
| | | ANNEXE E |
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| CENTRE DE QUÉBEC | | |
| Traitements et charges sociales | 387 947 | 400 831 |
| Charges locatives | 289 437 | 267 732 |
| Frais de voyage | 975 | 962 |
| Location d'équipement | 360 | 513 |
| Entretien et réparations | 2 448 | 3 929 |
| Fournitures de bureau | 7 137 | 6 250 |
| Frais postaux | 2 582 | 1 868 |
| Télécommunications | 8 064 | 8 530 |
| Sécurité | 1 273 | 411 |
| Cotisations et formation | 2 566 | 2 655 |
| Frais divers | 2 398 | 2 424 |
| Amortissement de mobilier, d'équipement et d'équipement informatique | 1 711 | 610 |
| | <u>706 898</u> | <u>696 715</u> |

Barreau du Québec – École du Barreau

Annexes

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

(non audité)

| | ANNEXE F | |
|--|-----------------|-----------------|
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| <i>CENTRE DE GATINEAU</i> | | |
| Traitements et charges sociales | 253 323 | 234 686 |
| Charges locatives | 61 316 | 64 782 |
| Frais de voyage | 876 | 762 |
| Location d'équipement | 360 | 360 |
| Fournitures de bureau | 4 689 | 3 540 |
| Frais postaux | 1 384 | 1 260 |
| Télécommunications | 2 225 | 3 533 |
| Cotisations et formation | 2 838 | 2 601 |
| Frais divers | 4 665 | 1 288 |
| Amortissement de mobilier, d'équipement et d'équipement informatique | 2 938 | 398 |
| | <u>334 614</u> | <u>313 210</u> |
| | | ANNEXE G |
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| <i>CENTRE DE SHERBROOKE</i> | | |
| Traitements et charges sociales | 374 464 | 375 932 |
| Charges locatives | 131 964 | 134 123 |
| Frais de voyage | 2 088 | 1 358 |
| Location d'équipement | 360 | 360 |
| Entretien et réparations | 19 662 | 17 667 |
| Fournitures de bureau | 1 488 | 2 055 |
| Frais postaux | 1 021 | 879 |
| Télécommunications | 12 275 | 13 381 |
| Impression | 2 371 | 2 734 |
| Sécurité | 236 | 236 |
| Cotisations et formation | 2 503 | 2 638 |
| Frais divers | 2 329 | 3 094 |
| Amortissement de mobilier, d'équipement et d'équipement informatique | 1 804 | 226 |
| | <u>552 565</u> | <u>554 683</u> |

Barreau du Québec – École du Barreau

Annexes

pour l'exercice terminé le 31 mai 2019

(non audité)

| | ANNEXE H | |
|--|-----------------------|-----------------|
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| <i>FRAIS GÉNÉRAUX DU FONDS GÉNÉRAL DU BARREAU DU QUÉBEC</i> | | |
| Frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec | 345 711 | 336 209 |
| Allègement de frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec | (125 000) | (125 000) |
| | <u>220 711</u> | <u>211 209</u> |
| | | ANNEXE I |
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| <i>COMITÉS</i> | | |
| Honoraires | 48 397 | 39 391 |
| Frais de déplacement et de séjour | 10 671 | 12 112 |
| Frais divers | 219 | 19 |
| | <u>59 287</u> | <u>51 522</u> |
| | | ANNEXE J |
| | <u>2019</u> | <u>2018</u> |
| | \$ | \$ |
| <i>PROJETS</i> | | |
| Stratégie de communication | 19 319 | |
| Réforme du programme | 316 283 | 388 814 |
| Clinique juridique | 216 | 17 763 |
| | <u>335 818</u> | <u>406 577</u> |